

Liminaire du Comité Social d'Administration Local (CSAL) du 10 décembre 2024

Ce CSAL aurait dû être l'occasion d'échanger - bien en amont - sur les nouveaux besoins métiers des services et des agents. Cela afin de bâtir, en lien avec tous les acteurs, une administration plus moderne et vertueuse au regard des conditions de travail et de la reconnaissance professionnelle des agents, plutôt que d'instaurer une **dictature de la casse du service public** et de nos **conditions de travail**.

Car la **démocratie** c'est réfléchir ensemble à la possibilité d'améliorer nos capacités, plutôt que, comme le fait l'État ces dernières années, désertifier nos services... et dénigrer les fonctionnaires : c'est inadmissible !

Mais, comme d'habitude, nous discutons de projets... dont la qualité est à l'image des informations extrêmement lacunaires fournies dans la fiche sur les restructurations.

Solidaires Finances publiques ne cesse pourtant de vous répéter qu'en agissant de la sorte vous créez des **risques psychologiques majeurs** pour tous les agents, tous grades confondus !

C'est pourquoi nous avons fait convoquer comme experts certains collègues des services que vous souhaitez restructurer. Ils vous parleront en leur nom et celui des autres collègues.

Outre la démonstration du **caractère infondé de vos projets**, ils ne manqueront pas - tout comme nous dans notre avis motivé et lors de cette instance - de vous dire notamment à quel point **votre façon de faire a été VIOLENTE pour tous !**

Le comportement de la direction (appel des chefs de service afin qu'ils participent à la dernière minute à une visio, un vendredi à 15h30, sans savoir pour quoi, puis annonce de la restructuration. Ils ont ensuite dû vivre avec ça tout le week-end,

avant de pouvoir réunir les collègues le lundi matin pour leur annoncer !

A cela s'ajoute le choc des collègues face à cette annonce, amplifié par des délais très courts pour décider de participer ou non à une mutation nationale. Cela sans aucune information de la part de la direction sur leurs droits et garanties, etc.).

Et l'absence de la directrice lors de la visio a été tout particulièrement remarquée, tout comme son absence de déplacement dans les services qu'elle souhaite ainsi désorganiser.

Solidaires Finances publiques vous rappelle que les chefs de service et les agents sont des HUMAINS. Ils méritent donc de la considération et du respect.

Mais cette **maltraitance** s'exerce aussi sur les représentants du personnel que nous sommes.

Ainsi, malgré nos relances lors du CSAL du 28 novembre 2024, nous avons reçu les documents à la dernière minute... et hors délai, ne vous en déplaît !

Alors que vous avez décidé depuis bien longtemps des informations qui y figureraient, depuis votre si grand et, certes, si beau bureau entièrement refait à neuf.

Pour toutes ces raisons, nous avons décidé de boycotter la première convocation, les autres syndicats en ayant fait de même.

Cela nous a permis d'avoir le temps d'aller recueillir l'avis des collègues concernés.

Mais, puisque dans le Val-de-Marne plus qu'ailleurs « *enseigner, c'est répéter* » nous vous rappellerons autant que de besoin la réglementation applicable...

En espérant qu'il ne vous faudra pas à nouveau 2 années de redite, comme ce fut le cas pour la publicité des CSAL et CSAL-S enfin réalisée auprès des agents, bien que perfectible !

Afin de ne pas rallonger cette déclaration liminaire, nous vous renvoyons à notre **avis motivé** pour notre **démonstration sur l'incohérence de vos projets**.

D'ailleurs, vous pourrez ENFIN utilement compléter le respect de la réglementation en le publiant sur Ulysse 94 .

Solidaires Finances publiques 94 souhaite terminer cette liminaire par une pensée pour nos collègues et tous les habitants de Mayotte, face à la catastrophe climatique sans précédent qu'ils viennent de subir.

Nous pensons aussi à toutes les victimes de catastrophes passées, en espérant qu'ils ont réussi à en surmonter les effets.